



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GIRONDE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°33-2017-121

PUBLIÉ LE 25 OCTOBRE 2017

# Sommaire

## **PREFECTURE DE LA GIRONDE**

33-2017-10-24-004 - Convention de délégation en matière de permis de conduire - CERT

Préfecture de la Gironde (4 pages)

Page 3

# PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2017-10-24-004

Convention de délégation en matière de permis de  
conduire - CERT Préfecture de la Gironde



PRÉFET DE LA GIRONDE

## **Convention de délégation de gestion en matière de permis de conduire**

La présente délégation est conclue en application du décret n°2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat et dans le cadre du code de la route et notamment de l'arrêté du 20 avril 2012 fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire.

Entre les préfets des départements de l'Eure et Loir, de la Loire Atlantique, de la Manche, de la Haute Saône, de la Somme et du Var, désignés sous le terme "délégants", d'une part,

et

Le préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet du département de la Gironde, désigné sous le terme de "déléataire", d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

### **Article 1er : Objet de la délégation**

En application de l'article 2 du décret du 14 octobre 2004 susvisé, les délégants confient au déléataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation des prestations définies à l'article 2.

Les délégants sont responsables des actes dont ils ont confié la réalisation au déléataire.

La délégation de gestion porte sur l'instruction des demandes de permis de conduire (demandes de titres) dans les départements de l'Eure et Loir, de la Loire Atlantique, de la Manche, de la Haute Saône, de la Somme et du Var et sur les actes juridiques liés à leur délivrance ou le refus de celle-ci.

### **Article 2 : Prestations accomplies par le déléataire**

#### **1. Le déléataire assure pour le compte de chaque délégant les actes suivants :**

- il instruit les demandes de titres de permis de conduire des personnes domiciliées dans les départements de l'Eure et Loir, de la Loire Atlantique, de la Manche, de la Haute Saône, de la

Téléphone : 05 53 77 60 47 - [www.lot-et-garonne.gouv.fr](http://www.lot-et-garonne.gouv.fr)  
Place de Verdun - 47920 AGEN CEDEX 9  
Horaires d'ouverture : 9h à 12h - 13h30 à 16h

Somme et du Var et qui lui parviennent par voie dématérialisée ;

- le cas échéant, il valide et donne l'ordre de production de ces titres ;
- en cas de demande incomplète, il sollicite par le biais du portail guichet agent auprès de l'utilisateur ou de l'école de conduite ayant fait les démarches pour le compte de l'utilisateur, la transmission dématérialisée de pièces complémentaires ;
- lorsque la demande ne répond pas aux conditions prévues par le code de la route et notamment par l'arrêté du 20 avril 2012 fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire, il prend la décision de refus qui est notifiée par voie dématérialisée au demandeur;
- il saisit les préfets des départements de l'Eure et Loir, de la Loire Atlantique, de la Manche, de la Haute Saône, de la Somme et du Var des demandes, qui nécessitent des mesures d'instruction particulières ou la conduite d'une procédure contradictoire notamment en cas de suspicion de fraude à l'examen ;
- il statue sur cette demande, au regard des éléments communiqués par le préfet du département concerné ;
- il statue sur les recours gracieux et contentieux exercés contre une décision de refus prise pour le compte du délégant ;
- il assure l'enregistrement des attestations de stage de sensibilisation à la sécurité routière pour la gestion des droits à conduire.

## 2. Les délégants restent attributaires :

- des demandes d'inscription au permis de conduire lorsque celles-ci sont instruites par les directions départementales interministérielles ;
- de la gestion des droits à conduire (mesures de suspension, invalidation, annulation) et des actes subséquents à ces mesures (relations avec les organismes chargés du secrétariat des commissions médicales, saisine des décisions judiciaires de suspension et annulation, prise en compte des avis médicaux) ;
- de la représentation de l'État en défense en cas de recours exercé contre une décision de refus sur la base des éléments fournis par le délégataire;
- de la gestion des archives résultant des demandes antérieures au déploiement des CERT ;
- de l'archivage des titres retirés par les forces de l'ordre et/ou restitués par l'utilisateur en cas d'annulation des recours gracieux et contentieux dirigés contre les décisions qu'il a prises en matière de suspensions administratives ;
- des réponses aux réquisitions judiciaires qui peuvent lui être adressées sur un permis que le délégant a délivré avant la mise en œuvre du centre d'expertise et de ressources titres.

### **Article 3 : Désignation des agents habilités à prendre les actes juridiques dans le cadre de la délégation de gestion**

Outre le préfet du département de la Gironde, sont habilités, au titre de leurs fonctions, à prendre les actes juridiques prévus au 1. de l'article 2, les agents relevant de la préfecture du département de la Gironde :

- le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
- le chef du centre de ressources et d'expertises titres,
- l'adjoint, responsable du pôle d'instruction du CERT,
- l'adjoint, responsable du pôle fraude du CERT,
- les chefs de sections du CERT,
- les agents dûment habilités pour instruire et valider les demandes dans le portail guichet agents,
- le chef du Pôle juridique et contentieux pour l'instruction des recours et les mémoires en contentieux.

### **Article 4 : Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations et à rendre compte régulièrement aux délégants de son activité.

Il s'engage à fournir aux délégants les informations demandées et à l'avertir sans délai en cas de difficultés.

### **Article 5 : Obligations des délégants**

Les délégants s'engagent à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

### **Article 6 : Modification du document**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant dont un exemplaire sera transmis aux destinataires du présent document.

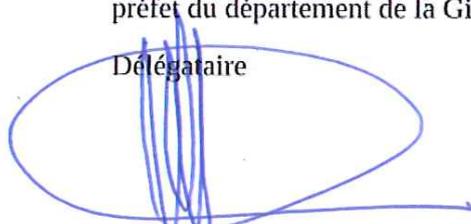
**Article 7 : Durée, reconduction et résiliation du document**

Cette convention prend effet dès sa signature par les parties concernées. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs des préfetures des départements de l'Eure et Loir, de la Loire Atlantique, de la Manche, de la Haute Saône, de la Somme, du Var et de la Gironde.

Elle est établie pour l'année 2017 et reconduite tacitement, d'année en année.

Fait le 24 OCT. 2017

Le préfet de la région Nouvelle Aquitaine,  
préfet du département de la Gironde,  
Délégué



Pierre DARTOUT

La préfète du département de l'Eure et Loir,  
Délégué



Sophie BROCAS

La préfète du département de Haute Saône  
Délégué



Marie-Françoise LECAILLON

La préfète du département de la Loire Atlantique,  
Délégué



Nicole KLEIN

Le préfet du département de la Manche  
Délégué



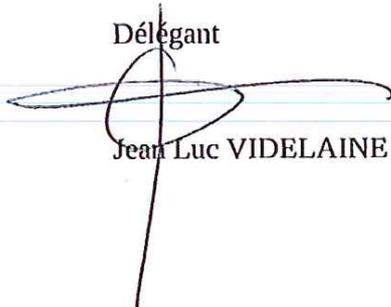
Jean Marc SABATHE

Le préfet du département de la Somme,  
Délégué



Philippe DE MESTER

Le préfet du département du Var,  
Délégué



Jean Luc VIDELAINE